

VISITE DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION ET DE L'HABITAT DANS LE CADRE
DE LA RENCONTRE RÉGIONALE OUEST RELATIVE À LA RENTRÉE SCOLAIRE 2008/2009

«Le ministère de l'Éducation a plus d'un tour dans son sac !»

Hier, lors d'une rencontre de la région ouest relative à la rentrée scolaire 2008/2009 et ce, en présence du ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, ainsi que des représentants des DLEP (Directions du logement et de l'équipement public) et des directeurs de l'éducation au niveau de douze wilayas de l'Ouest, M. Benbouzid tenait à donner des assurances pour parer à d'éventuels retards dans la réception des 112 CEM prévus pour la prochaine rentrée scolaire au niveau de ces wilayas, ainsi que les 2 600 salles de classe supplémentaires prévues en extension au niveau national. Une rentrée particulièrement difficile et cruciale, selon le ministre, puisque, dit-il, «elle représente la première année d'un tsunami qui lancera la réforme de l'éducation nationale en préparation depuis près de cinq ans».

Amel B. - Oran (Le Soir)
Un tsunami qui ne peut être, selon le ministre de l'Éducation nationale, que positif puisqu'il le voit en termes de nombre d'affluence des nouveaux élèves supplémentaires qui sera de l'ordre de 850 000 au niveau national. Le ministre de l'Éducation ira encore plus loin dans sa conviction à vouloir positiver la prochaine

rentrée scolaire en affirmant avec une «étrange» conviction puisqu'il prévoit une réussite de 100% pour les élèves de 6^e. «Cette année, je vais travailler pour faire réussir 100% des élèves de 6^e, ceux de l'ancien système ne doivent pas redoubler puisqu'ils n'auront pas où aller ; nos élèves seront tous admis en cycle moyen !»

En matière de chiffres,

l'on saura que pour la réalisation d'infrastructures scolaires 1 100 CEM sont inscrits au niveau national, dont 383 prévus pour la prochaine rentrée scolaire, ainsi que 500 lycées inscrits au niveau national.

M. Benbouzid s'est voulu ferme et strict : «Les consignes émanant de mon ministère, de celui de l'Habitat et pas plus qu'hier (12 février), celles du ministère de l'Intérieur, à savoir que le gouvernement ne permet pas d'accuser de retard dans la réalisation de ces infrastructures qui devront accueillir les 850 000 élèves.» Et d'ajouter : «Le forcing et la pression ne vont pas baisser sur les walis pour respecter les délais.»

Pour sa part, en prenant la parole, M. Noureddine Moussa, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, mettra également la pres-

sion et promet que ses services continueront de superviser et de vérifier l'avancée des travaux de construction et de leur qualité. «Si l'année passée nous avons pu réaliser 89,5% de ces infrastructures, même si cela fut raisonnable, nous pouvons faire plus.» Par la suite la représentante du ministère de l'Habitat dressera un bilan détaillé des infrastructures inscrites et autres réalisées ou en voie de réalisation au niveau des douze wilayas de l'Ouest. Le constat fait lors de cette présentation, c'est bien la contradiction dans les chiffres entre le ministère de l'Éducation et celui de l'Habitat et parfois même avec les DLEP.

Une remarque que n'a pas manqué de soulever le ministre de l'Éducation en appelant chaque partie à ce que les violons soient accordés pour avoir des chiffres

unifiés. Ce jour-là, ceux qui auront essuyé le plus de remarques peu reluisantes auront été les représentants de la wilaya de Chlef, le DLEP et le directeur de l'éducation, qui furent d'ailleurs, de suite sommés de se présenter à Alger pour une réunion d'urgence avec les deux ministres pour expliquer les raisons des retards enregistrés au niveau des réalisations de ces infrastructures scolaires.

A savoir que sur les 41 CEM inscrits, 21 établissements ne sont toujours pas lancés.

Autre personne à avoir dû subir le mécontentement du ministre de l'Éducation fut le responsable de la planification au niveau de son ministère. Il lui est reproché, selon les termes de M. Benbouzid, d'être «avare» lorsqu'il s'agit de réévaluation des projets de réalisation proposés par les DLEP. A cela Noureddine Moussa ajoutera : «Je connais la difficulté sur le

terrain pour les DLEP, eux ont l'obligation de réussite et nous l'obligation de moyens.»

Pour «sa défense», le responsable de la planification fera remarquer que pour sa part, il respecte la procédure et que c'est au niveau du ministère des Finances que tout se décide.

Les deux ministres promettent alors qu'une attention particulière sera accordée à ce problème de financement pour permettre aux travaux d'avancer sans interruption.

Lors de cette rencontre, le ministre de l'Éducation a annoncé une nouvelle mesure décidée par le président de la République qui consiste à réhabiliter les anciens lycées au niveau national et qui sont de l'ordre de 39, dont 5 à Oran. Une enveloppe financière estimée à 450 milliards de centimes sera consacrée à ce projet.

A. B.

PRISE EN CHARGE DES LOISIRS DES ENFANTS

ET DES JEUNES

Plaidoyer pour une plus grande implication de l'État

Le directeur général de l'Agence nationale des loisirs de la jeunesse (Analj), Abdelwahab Bouhara, a plaidé, hier, pour une implication de l'État dans la prise en charge des programmes de loisirs destinés aux enfants et aux jeunes.

Lotfi Mérad - Alger (Le Soir) - Intervenant lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'association à Alger, le directeur général de l'Analj a estimé que sur une population d'environ 8 millions d'enfants de 6 à 14 ans, entre 300 000 et 500 000 ont accès aux loisirs dans un cadre organisé. «A cet âge, l'enfant ou l'adolescent a besoin d'être écouté et encadré», note-t-il. «L'inoccupation crée chez l'enfant ou le jeune un sentiment de rejet et de désespoir qui le rend influençable et le pousse vers des déviations de toutes sortes», poursuit Abdelwahab Bouhara. D'où l'importance de créer des établissements de loisirs de proximité et mettre à la disposition des associations et organismes qui s'occupent des enfants et des jeunes les moyens nécessaires pour accomplir leur mission. La prise en charge quotidienne d'un jeune (hébergement, restauration, tenues de vacances, transport...) est de 850 DA hors taxes. Un coût que les associations n'ayant ni subvention étatique, ni sponsors comme c'est le cas pour l'Analj, arrivent tant bien

que mal à supporter. En 2007, l'Analj avec ses 15 unités d'accueil réparties sur l'ensemble du territoire national a accueilli 12 500 jeunes dont une centaine venus d'Ilizi. «Mais nous pouvons accueillir davantage si l'État nous aide financièrement», souligne encore le directeur général de l'association. «Nous n'avons pas de subvention. Cela ne nous empêche pas de travailler. Nos seules rentrées d'argent proviennent surtout des prestations que nous offrons aux œuvres sociales des entreprises qui nous font appel», regrette Abdelwahab Bouhara en préconisant dans le même cadre «la mise à la disposition des associations qui s'occupent des loisirs des jeunes, les établissements d'hébergement scolaires durant les vacances».

30 milliards bloqués au ministère de la Jeunesse et des Sports

Pour illustrer la démission des pouvoirs publics, le directeur général de l'Analj évoque le projet de réhabilitation et d'extension des trois complexes de loisirs dépendant de l'Analj dont le village africain de Sidi Fredj, en prévision des Jeux afri-

cains ayant eu lieu à Alger en 2007.

Deux années plus tard, le chantier n'est toujours pas ouvert.

Pourtant, une enveloppe financière conséquente de 30 milliards de centimes a été allouée pour ce projet. Un blocage que Abdelwahab Bouhara situe au niveau du ministère de la Jeunesse et des Sports.

Et en dépit de cet état de fait, et comme pour l'année écoulée, un riche programme d'activités a été tracé par l'association pour les vacances scolaires et tout

au long de l'année tant au profit des enfants que pour le personnel d'encadrement pédagogique.

Stages de perfectionnement et de recyclage, vacances thématiques, excursions, journées en plein air, colonies de vacances, échanges entre jeunes, visites guidées et autres ateliers thématiques figurent au programme d'action de l'Analj pour l'année en cours.

L'association compte toucher ainsi 29 398 enfants et jeunes.

L. M.

L'Analj par les chiffres (en nombre de personnes touchées par les activités)

Année 2007 :

Stage : 290
Regroupement sportif : 570
Mobilité des jeunes : 1799
Groupes organisés : 570
Journées de plein air : 10 200
Centre de vacances : 12 514

Année 2008 (prévisions) :

Stage : 755
Regroupement sportif : 315
Accueil de groupes : 1000
Week-end éducatif : 892
Journées de plein air : 12 311
Excursion : 220
Centre de vacances : 12 340
Mobilité des jeunes : 240
Echanges avec les directions de la jeunesse et des sports : 225
Circuits touristiques : 100
Formation de cadres : 500

Total : 29 398

Hommage à Abderrahmane Mahmoudi

Cela fait un an que mon défunt époux, Abderrahmane Mahmoudi, nous a quittés. Un an d'absence forcée. Mais Dieu en a voulu ainsi. A Dieu nous appartenons et à Dieu nous retournons.

Bien que nous étions plus ou moins préparés à cette fin depuis ce 15 février 2007, synonyme pour ses enfants, ses proches et moi d'un véritable séisme, je tente de relever les défis nés de cette disparition prématurée, à l'âge de 52 ans.

La tâche est loin d'être facile au quotidien pour moi qui avais, du vivant de mon mari, une épaule solide sur laquelle je pouvais épancher toutes mes peines d'épouse, de mère, de collaboratrice et d'assistante.

Depuis sa disparition, force est de reconnaître que tous ses amis — et je pense particulièrement à quelques-uns d'entre eux que je ne citerai pas mais qui se reconnaîtront — m'ont apporté aide et réconfort par leur précieuse amitié.

Une amitié qui m'a grandement aidée à surmonter la terrible épreuve que Dieu nous a infligée. Aujourd'hui encore, ma plaie ne s'est pas totalement cicatrisée et je doute du reste qu'elle le sera un jour. C'est dans le souvenir de cet être qui me manque, qui manque à ses enfants, à ses amis et à la profession, que je puise toute ma force. Une force qui me permettra, inch'Allah, de poursuivre la voie tracée et de défendre les idéaux auxquels mon mari, Abderrahmane Mahmoudi, croyait.

Pour moi cela sera, comme cela l'a été pour lui jusqu'à son dernier souffle, l'Algérie avant tout. Son nationalisme et son amour infini pour ce pays qu'il n'a jamais voulu quitter seront mes repères et guideront la ligne éditoriale des deux publications que je suis appelée à gérer depuis le 15 février 2007.

Naïma Mahmoudi



Photo : Samir Sid